

« Se mobiliser contre le harcèlement en ligne des femmes journalistes - Quelles solutions ? »

**18 juin 2019, 15:00 - 18:00 heures
Salle IV, UNESCO, Paris**

Une hausse du nombre d'attaques contre les femmes journalistes ainsi que les menaces spécifiques auxquelles elles sont confrontées, notamment le harcèlement sexuel et la violence, en ligne et hors ligne, suscitent de plus en plus d'inquiétude. Avec d'innombrables victimes de violence et d'intimidation, il est urgent de développer des nouveaux moyens afin de renforcer la sécurité des femmes journalistes sur le terrain.

L'UNESCO joue un rôle primordial dans la mise en œuvre du Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité. À sa 39ème session, la Conférence générale a invité la Directrice générale à renforcer les activités visant à lutter contre les menaces spécifiques qui pèsent sur la sécurité des femmes journalistes, en ligne et hors ligne. Cet événement est initié par des États membres, en étroite coopération avec le Secrétariat de l'UNESCO.

Les attaques contre les femmes journalistes représentent clairement un défi pour l'ODD 5 sur l'égalité des genres et pour l'ODD 16.10 qui appelle à l'accès du public à l'information et aux libertés fondamentales (et qui possède un indicateur spécifique sur la sécurité des journalistes).

L'événement a deux objectifs:

- 1) il vise la sensibilisation sur l'enjeu global de la sécurité des femmes journalistes, en mettant l'accent sur le harcèlement en ligne qui est souvent associé à des menaces hors ligne, à de l'intimidation et à des attaques; à cet égard, il examinera également l'impact de cet harcèlement sur le travail des femmes journalistes et comment les victimes elles-mêmes gèrent et résistent à ces attaques.
- 2) l'événement explorera des moyens pratiques et concrets pour améliorer la sécurité des femmes journalistes en ligne, par la législation, le développement des compétences, l'éducation et la formation, y compris la formation des juges et de la police; la sensibilisation et les autres mesures de sécurité et de soutien, telles que les mesures de protection prises par les propriétaires et les dirigeants de médias, les réseaux journalistiques d'entraide ou d'autres ressources pour les victimes d'abus en ligne (par exemple, ressources de Trollbusters; ligne d'assistance de la sécurité numérique d'Access Now; subventions d'aide d'urgence de Digital Defenders; ressources de Hollaback, Paladin, service de plaidoyer anti-harcèlement, etc.).

L'événement rassemblera différentes parties prenantes, dont des femmes journalistes victimes d'actes de harcèlement en ligne, des associations de journalistes, des organes de presse, des

experts juridiques et des plateformes de médias sociaux, afin de débattre des moyens de lutter contre le harcèlement en ligne des femmes journalistes, dans toutes les régions et dans le cadre des différents rôles et responsabilités des acteurs appelés à assurer la sécurité des journalistes.

Nous examinerons également des moyens novateurs permettant d'atteindre un public plus large, y compris les jeunes, en particulier les étudiants en journalisme, dans plusieurs régions. Une campagne de communication sera peut-être lancée sur Twitter et Facebook à cet égard.

Quelques questions qui guideront la discussion:

- Comment le harcèlement et les abus en ligne affectent-ils le travail des femmes journalistes?
- Quel est l'impact des nouvelles technologies sur la sécurité des femmes journalistes, en particulier en ligne, et de quelles manières positives peut-on utiliser la technologie pour faire face aux menaces visées contre des femmes journalistes?
- Quel rôle joue le genre dans la question du harcèlement en ligne? Pourquoi les données suggèrent-elles que les femmes sont trois fois plus susceptibles d'être la cible d'abus en ligne?
- Questions de la responsabilité / de l'impunité: comment les auteurs d'abus peuvent-ils être tenus responsables et comment peut-on lutter contre l'impunité?
- Quels sont les différents rôles et responsabilités des acteurs clés dans la création d'espaces sûrs pour les femmes journalistes? Comment les organisations de médias traitent-elles ce problème, quelles politiques en matière de santé et de sécurité sont en place? Que peuvent-ils faire de plus pour aider à créer des espaces sûrs? Quel est le rôle des fournisseurs de médias sociaux?
- Quelles sont les stratégies adoptées par les États membres qui permettent une meilleure prévention du harcèlement des femmes journalistes et des possibles poursuites judiciaires.
- Quels défis spécifiques faut-il prendre en compte lors de la mise en place de mécanismes nationaux? Quels sont les défis pour les États membres en matière de suivi et de présentation de rapports des attaques contre les femmes journalistes, y compris dans le cadre des ODD?

Agenda

Horaires: 15:00 - 18:00 heures, Salle IV

(Traduction en anglais et français)

15:00 - 15:15:

- Mots d'ouverture par Mr. Moez Chakchouk, Sous-Directeur général pour la Communication et l'information, UNESCO
- Mots de bienvenue par S.E. Mme Claudia Reinprecht, Ambassadeure de l'Autriche auprès de l'UNESCO

15:15 - 16:30:

SESSION 1: Conséquences du harcèlement en ligne: perspectives de femmes journalistes

- Modératrice: Mme. Nadia Massih, journaliste, France24
- Mme. Francine Compton, journaliste, productrice, Aboriginal Peoples Television Network, Directrice du Comité Canadien pour World Press Freedom, Canada
- Mme. Clarice Gargard, journaliste, Représentante néerlandaise ONU-Femmes, Les Pays-Bas
- Mme. Tine Johansen, Vice-présidente de L'Union des journalistes Danois, Danemark
- Mme. Azizatu Sani, journaliste, Federal Radio Corporation of Nigeria, Nigeria

16:30 - 17:50:

SESSION 2: Mesures pratiques et légales pour lutter contre le harcèlement en ligne de femmes journalistes

- Modératrice: Mme. Nadia Massih, journaliste, France24
- Mme. Nighat Dad, avocate, Directrice, Digital Rights Foundation, Pakistan
- Mme. Audrey Herblin-Stoop, Chef, Politiques publiques France & Russie, Twitter, France
- M. Christophe Israel, Directeur adjoint de la rédaction, Libération, France
- Mme. Martina Kronström, Directrice associée, avocate, Sotamaa & Co Attorneys Ltd, Finlande
- Mme. Neide de Oliveira, Procureur Fédéral, Brésil
- Mme. Gill Phillips, Directrice des services éditoriaux et juridiques, The Guardian, Royaume Uni

Mots de conclusion:

- Mr. Moez Chakchouk, Sous-Directeur général pour la Communication et l'information, UNESCO

Suivie d'un verre d'amitié dans la Salle des Pas Perdus.